

au 12/07 par la Région Rhône-Alpes, plusieurs groupes et associations des quartiers populaires se sont regroupés en collectif, afin d'organiser la participation à la rencontre des habitants en situation de pauvreté et de précarité.



Ce collectif baptisé « **K'Ôse toujours : citoyens ensemble et autrement** » organisera un forum le mardi 11 décembre matin sur le thème « **Pauvreté et démocratie participative : citoyens ensemble et autrement** ». Il est coordonné par CAP'Agir ensemble et la MRIE.

Si vous êtes engagé(s) dans une démarche avec des habitants et que vous souhaitez nous rejoindre, n'hésitez pas à nous contacter :

soit laurence.potie@mrrie.org
soit nathalie.monnierbrabant@mrrie.org

► **QUELQUES DATES
DE
MANIFESTATIONS
ET RENCONTRES**

**Réseaux
et
partenaires**

• **Vendredi 14 décembre**
- Fondation Abbé Pierre
Opération « Action contre les taudis »

• **Jusqu'à fin décembre**
- La Région Rhône-Alpes
« Les rencontres solidaires en Rhône-Alpes »

Et d'autres dates sur www.mrrie.org

► **DES ARTICLES ET PUBLICATIONS
QUI NOUS ONT PLU**

• **Le Secours Catholique** : « **Les statistiques d'accueil 2006 : géographie de la pauvreté** », www.secours-catholique.asso.fr

• **Ouvrage sous la direction de Serge Paugam** : « **Repenser la solidarité** »

• **Le CR DSU** : « **Le projet de réussite éducative** »
www.crdsu.org



14, rue Passet - 69007 Lyon
Tél. 04 37 65 01 93 - Fax 04 37 65 01 94
e.mail : mrrie@mrrie.org - site : www.mrrie.org
Directeur de la publication : Jean-Pierre Aldeguer
Création graphique : Anne Demotz

L'actu de la MRIE

N°17
Déc. 2007

Travaux en cours

Préparation à l'état des lieux 2006-2007

En étroite collaboration avec son réseau de partenaires, et abordé sous l'angle de la territorialisation, la préparation de « l'état des lieux 2007-2008 pauvretés, précarités, exclusions » se poursuit ... Tenir compte de la réserve électorale, ce travail ne pourra pas être rendu public avant mars 2008.

Contact : L'équipe de la MRIE, mrrie@mrrie.org

Travaux sur le taux d'effort

La MRIE a souhaité développer la question de l'augmentation du budget consacré au logement par les familles modestes ... Les premiers éléments seront présentés dans l'état des lieux 2007-2008.

Contacts : Céline Bedel,
J.P. Aldeguer, jean-pierre.aldeguer@mrrie.org

Pauvreté en milieu rural

La MRIE a engagé une réflexion exploratoire autour des « pauvretés et précarités en milieu rural ». Elle a ainsi proposé à un certain nombre de partenaires concernés par cette thématique de se réunir afin de partager leurs approches autour de cette question.

Contact : J.P. Aldeguer, jean-pierre.aldeguer@mrrie.org

Séminaire sur les parcours d'insertion

Dans le cadre du partenariat entre la MRIE et les Conseils Généraux, la MRIE organise 2 journées de travail à destination des cadres des Conseils Généraux sur le thème des parcours d'insertion et sous l'angle de la problématique « être acteur de son parcours ».

Contact : L'équipe de la MRIE : mrrie@mrrie.org

Dernières publications

Territoire et emploi, quelles dynamiques locales pour le travail et l'emploi de tous ?

Dossier de la MRIE - juillet 2007 - 15€

L'habitat des gens du voyage

Dossier de la MRIE - septembre 2007 - 15€

Santé et insertion : prendre en compte les réalités de santé dans les parcours d'insertion : enjeux et initiatives

Dossier de la MRIE - octobre 2007 - 15€

Ces documents sont téléchargeables **gratuitement** sur notre site : www.mrrie.org. Ils peuvent être commandés en version papier par mail : mrrie@mrrie.org

Info MRIE

L'équipe de la MRIE se réjouit d'accueillir ...

• **Céline Bedel** en tant que stagiaire, en Master 2 de Sociologie « dynamiques socio familiales et actions publiques territorialisées », de l'Université de Savoie.

Céline sera présente à intervalles réguliers de mi-octobre à mi-avril 2008 à la MRIE.



• **David Grand**, nouvellement recruté en tant que chargé de mission prendra son poste au 1^{er} janvier 2008. David Grand est doctorant en sociologie et bénéficie d'une expérience d'étude auprès d'associations (FONDA, Habitat et Humanisme...).



la lettre

de la
mrrie

Mission Régionale Rhône-Alpes
d'Information sur l'Exclusion

Des mots pour...

Mobiliser l'ensemble des acteurs : un enjeu toujours actuel

Alors que le climat social est tendu, que le grenelle de l'insertion a débuté, des initiatives de dialogue se poursuivent localement. Ainsi, après un premier colloque en janvier 2006, **le Conseil Économique et Social Régional (CESR) a consacré un rapport sur le thème de l'exclusion et une demi-journée de réflexion le 23 octobre 2007, sur le sujet « Prévenir et anticiper l'exclusion de l'emploi en Rhône Alpes : quels leviers d'actions ? »**. Ce travail a fait émerger un ensemble d'enjeux :

- Dans le cadre de ces auditions, le CESR a pu pointer la **difficulté pour l'ensemble des acteurs de répondre à une commande sur les causes de l'exclusion**. La tendance est de présenter ce sujet sous l'angle du curatif et des actions menées comme si elles seules permettraient de comprendre l'exclusion. Pourtant dans le cadre d'un thème précis comme le logement, le travail présenté par la MRIE a permis aux profanes de plus vite et mieux repérer les mécanismes en jeu, les acteurs et leurs responsabilités propres. Même si dans un premier temps l'entrée par les causes peut apparaître technique, elle fait également apparaître la dimension politique et les marges de manœuvre possibles.
- Quelle **articulation avec le cluster 12** (réseau scientifique pluridisciplinaire régional mis en œuvre en Rhône-Alpes) ? Quelle utilisation des connaissances scientifiques sur les questions liées à la marginalisation territoriale et à l'exclusion sociale ? Quelle réappropriation de ces savoirs ?
- Ce travail est à replacer dans un contexte où il devient **nécessaire de mobiliser l'ensemble des acteurs concernés par cette question**, et au premier chef, les organisations syndicales et patronales au côté des acteurs associatifs. C'est ici que se situe la proposition finale du rapport et du colloque, à savoir **continuer un travail en commun dans le cadre d'une conférence des partenaires**. C'est là un enjeu pour le CESR qui souhaite être en capacité de s'ouvrir plus afin de mieux représenter toutes les composantes de la société civile. Mais c'est surtout un enjeu pour les acteurs associatifs, syndicaux et patronaux d'apprendre à travailler ensemble concrètement.

L'objectif principal est toujours le même pour chacun des acteurs : **accepter de remettre en discussion ses analyses, renoncer à ses certitudes sans abandonner ses convictions**.

Nicole FLACHARD et François BOURSIER,
Administrateurs de la MRIE

A la une !

« **Qui se permettrait de débrancher l'assistance respiratoire d'un asthmatique, sur la seule et unique raison que cela fait déjà deux ans qu'il utilise l'aide médicale ?** » Nathalie Bartman, Directrice d'Envie-Dijon : ouverture du Grenelle de l'insertion, 23 nov 2007



Œuvre réalisée à l'atelier d'art thérapie Valetudo, Maison de Santé Saint-Paul (Saint-Rémy de Provence), parue dans la revue Rhizome, n°25

L'ARTICLE DU MOIS

LA PAUVRETE EN QUESTION

p.2

L'ACTU de la MRIE

Le collectif
« K'ose toujours »

Une réflexion sur la pauvreté
en milieu rural

Connaissance partagée de la
pauvreté

Bienvenue à ...
Céline Bedel et à David Grand

p.4

La pauvreté en question



Œuvre réalisée à l'atelier d'art thérapie Valetudo, Maison de Santé Saint-Paul (Saint-Rémy de Provence), parue dans la revue Rhizome, n°25

En 1992, la MRIE est née d'une « Mission Régionale sur la Grande Pauvreté ». Il s'agissait d'améliorer la connaissance sur ce phénomène social, dans sa dimension quantitative mais aussi en prenant en compte les conditions de vie et l'expérience des plus pauvres.

Aujourd'hui, la question de la pauvreté réapparaît sur le devant de la scène publique : côté « cour » avec les conditions de vie difficile des ménages modestes, côté « jardin » avec les objectifs du Gouvernement et les missions du Haut Commissaire aux Solidarités Actives contre la pauvreté.

Nous avons connu ainsi une gamme de politiques publiques nationales et locales sur l'emploi, les jeunes, le logement, les quartiers ... Des politiques, qui, en se concentrant sur leur champ d'intervention, ont souvent délaissé les approches croisées et, de fait, la pauvreté.

D'autant, comme le note Serge Paugam, « *La pauvreté est une question qui dérange car elle est toujours l'expression d'une inégalité, sinon acceptable, du moins peu tolérable dans une société globalement riche et démocratique...* ». Par ailleurs, la décentralisation en œuvre augmentait les fragmentations entre l'Etat, la Région, les Départements et les communes, rendant peu lisible certaines politiques publiques et perturbant le pilotage des dispositifs de solidarité.

Qui pilote actuellement la lutte contre la pauvreté ? L'Etat avec les minima sociaux ? La Région avec ses actions d'emploi et de formation ? Le Département avec ses politiques sociales ? Les communes par le biais de leurs CCAS ?

Des statistiques qui reflètent mal les réalités de la pauvreté

Aujourd'hui donc, un certain nombre de facteurs conduisent à reposer la question de la pauvreté et des orientations des politiques publiques visant à la réduire.

Tout d'abord, il y a la perception partagée par tous les ménages modestes que leurs conditions de vie se sont détériorées. Les indicateurs globaux qui pourraient traduire cette dégradation sont difficiles à formaliser.

Partout, les Départements, les Caisses d'Allocations Familiales, les Centres Communaux d'Action Sociale et les associations caritatives voient leurs aides exceptionnelles se développer. Certes, le taux de pauvreté a cessé de baisser pour se stabiliser autour de 12 % de la population. Mais beaucoup plus que le seuil et le pourcentage, ce qui importe ce sont les conditions de vie qui ont empiré. Et qui plus est, face à ces situations les résultats des études de l'Insee montrent que le revenu fiscal moyen des ménages a progressé de + 12% en 5 ans !

Si la pauvreté progresse c'est aussi parce que les inégalités s'accroissent. Et quand les inégalités deviennent excessives, la pauvreté change également de nature. Ce n'est plus simplement une question de niveau de ressources ni de conditions de vie mais un enjeu de dignité. « *Le plus dur ce n'est pas de vivre sans rien, c'est d'être considéré comme rien* » entendons-nous à différentes reprises. Injustice et souffrance se mêlent alors pour interpeller la société et réclamer plus de reconnaissance sociale.

A ce vécu personnel s'ajoute souvent un ressenti collectif d'être abandonné, oublié, « méprisé ». En particulier dans les quartiers populaires lorsque les habitants constatent qu'au niveau des services et des équipements, les moyens qu'on leur destine sont également en réduction. Les quartiers de « pauvres » demeurent souvent aussi des quartiers pauvres. Aux inégalités sociales s'ajoutent les inégalités territoriales.

L'emploi : une condition insuffisante pour sortir de la pauvreté

Ensuite il y a le débat sur les relations entre emploi et pauvreté. On a longtemps pensé que la sortie du chômage et les rémunérations du travail étaient le moyen pour tous d'échapper à l'exclusion. Or, en Rhône-Alpes comme ailleurs, les études montrent d'une part que le retour à l'emploi ne concerne que faiblement les personnes les plus exposées à la précarité et à la pauvreté, et d'autre part, que pour bon nombre d'entre elles trouver un emploi ne conduit pas à sortir de la pauvreté (trois pauvres sur dix ont un emploi).

Plus préoccupant, l'analyse des politiques publiques de l'emploi démontrent que le critère d'évaluation et de réussite des dispositifs n'est pas la sortie de la pauvreté mais la sortie du dispositif. Et parfois la sortie du dispositif ne constitue pas, pour les concernés, un progrès significatif !

Une reconsidération nécessaire de la pauvreté

Bien sûr nous sommes dans une époque de « rupture », et dans le domaine qui nous concerne tous les partenaires sont dans l'attente de l'expérimentation du Revenu de Solidarité Active, mais il apparaît bien, au Haut Commissariat comme à l'ensemble des partenaires, que cette première mesure devra s'accompagner d'autres modalités de penser l'insertion et la lutte contre la pauvreté. En particulier en abandonnant les seules injonctions à trouver un emploi et en portant un autre regard, une autre valorisation sur l'ensemble des activités sociales des personnes sans emploi. C'est en abandonnant les visions de « l'assisté » que l'on peut aussi lutter contre la pauvreté.

Toutes ces réflexions doivent nous inciter à reconsidérer la question de la pauvreté dans les politiques publiques. En particulier à partir d'une connaissance partagée avec les personnes concernées.

Les enjeux sont multiples. D'abord pouvoir substituer au seuil de pauvreté des indicateurs concrets, élaborés par les personnes en situation de pauvreté et adossés à l'ensemble de leurs conditions de vie.

Mais surtout faire en sorte, à l'instar de certaines expériences étrangères, que ces démarches de croisement des savoirs et de connaissance partagée facilitent la construction « *d'un nouvel imaginaire où la pauvreté puisse ouvrir des droits ...* ».

C'est un des axes du programme d'activité de la MRIE pour 2008, un engagement de travail que nous souhaitons partager avec toutes celles et ceux qui le souhaiteront.

Jean-Pierre Aldeguer

PAROLES D'ACTEURS

« *Nous ne demandons pas à ce que tout le monde sorte d'un coup de la misère. Ce que nous voulons c'est que tout le monde progresse et pas seulement les personnes moins en difficulté.* »

Bruno TARDIEU, Délégué national ATD Quart-Monde. Entretien ASH, déc. 2007

« *Faut-il parler de pouvoir d'achat ou de reste à vivre pour les ménages modestes ? En Savoie, pour les personnes enregistrées dans les permanences du Secours Catholique les dépenses consacrées au logement (aides au logement déduites) atteignent 37,5% des ressources des ménages.* »

Statistiques de la Délégation du Secours Catholique Rhône-Alpes